

100 jours de Villepin

un mauvais coup par semaine

La France va mal et la droite en porte l'entière responsabilité.

En trois ans, elle a vidé les comptes publics, étouffé la croissance, augmenté le chômage, fissuré notre système de protection sociale. Elle a, faute d'assumer ses responsabilités à l'issue de ses multiples échecs électoraux, perdu la confiance des Français et affaiblit nos institutions.

En cent jours, Monsieur de Villepin, déjà largement associé à l'échec des gouvernements successifs de Monsieur Raffarin, n'a su ni voulu retourner cette tendance. C'est la même politique qui est à l'œuvre, avec les mêmes résultats !

En cent jours, c'est un mauvais coup chaque semaine qui a été porté au pouvoir d'achat des Français, au droit du travail comme au patrimoine de la Nation.

- Le mépris du dialogue social et du Parlement a été érigé en système de gouvernement : nommé par la seule volonté du Président de la République malgré le désaveu cinglant des Français, le Premier Ministre a fait le choix d'ignorer les partenaires sociaux et de contourner le Parlement à travers la procédure des ordonnances. Loin de mobiliser l'opinion pour favoriser une reconquête de la croissance et de la confiance, il a au contraire dressé contre lui les acteurs sociaux et les salariés. Parallèlement, plutôt que de répondre aux préoccupations des plus modestes, il a consacré l'essentiel de son attention à une possible réforme de l'impôt sur les grandes fortunes, montrant ainsi quelles sont ses vraies priorités. Il est d'ailleurs frappant d'observer que le MEDEF s'est montré pendant cet été d'autant plus discret que le gouvernement a été au contraire plus actif, volant au devant de ses désirs, comme à travers l'adop-

tion de l'amendement FOURGOUS élargissant à des centaines de milliers de salariés le forfait jour.

- Les droits sociaux ont été placés systématiquement dans la ligne de mire : le Gouvernement s'est comporté au cours de ces cent jours, comme si la formule : "le code du travail, voilà l'ennemi" était son principe d'action. Tout au long de l'été, le Gouvernement, plutôt que de s'attaquer aux causes du chômage et aux inégalités, a lancé une nouvelle offensive contre les droits sociaux. Il a encouragé les entreprises à modifier la durée du travail de centaines de milliers de salariés en modifiant les conditions de mise en œuvre du forfait jour ; pire encore, il encourage le licenciement sans motif et sans condition dans les deux premières années des CDI, accentuant la précarité, alors que 70 % des embauches dans notre pays sont déjà réalisées sous forme de contrat à durée déterminée. Il a enfin mis à mal le pouvoir d'achat des Français en ne réagissant pas à l'augmentation du prix de l'essence et en refusant de réintroduire la TIPP flottante.

- Enfin, le patrimoine public a été bradé pour faire face à des échéances à court terme à travers la privatisation accélérée d'EDF/GDF et surtout des sociétés d'autoroutes : le Gouvernement est financièrement aux abois puisqu'il a préféré sacrifier plus de vingt milliards de dividendes cumulés retirés des péages pour ne bénéficier à court terme que de quatre milliards de recettes de privatisation destinées simplement à assurer ses fonds de poche.

En cent jours, la situation sociale et économique de notre pays n'a cessé de se dégrader.

Ces cent jours n'ont permis, en effet, ni de relancer l'emploi, ni d'amorcer une reprise de la croissance, ni d'enta-



Cent jours de Villepin : un mauvais coup par semaine

mer le redressement des comptes publics. La situation n'a jamais été en cette rentrée aussi dégradée sur tous ses plans :

- Les chiffres du chômage ont été faussés sous l'effet de radiations administratives. La réalité de l'emploi est beaucoup plus cruelle : les créations d'emplois dans les services ne suffisent plus à compenser depuis plusieurs mois la suppression d'emplois dans l'industrie.
- La croissance est en panne et les chiffres du dernier trimestre loin d'encourager un éventuel optimisme, confirment au contraire un ralentissement, en contradiction avec les données avancées dans la loi de Finances pour 2005 par le Ministre de l'Economie et des Finances d'alors, Nicolas SARKOZY.
- Les déficits ne cessent de s'accroître : la tendance au creusement des déficits publics et des déficits sociaux ne s'est pas ralentie depuis un trimestre mais c'est au contraire confirmée sinon accélérée : 11,5 milliards d'euros pour la sécurité sociale, plus de 4 milliards d'euros (13 milliards d'euros cumulés) pour l'UNEDIC, 1,8 milliards d'euros pour les régimes spéciaux.
- Les chiffres du commerce extérieur pour le premier semestre 2005 traduisent un déficit de près de 11,5 milliards d'euros pour lesquels la facture pétrolière est loin de jouer un rôle essentiel.
- Le pouvoir d'achat est en berne, en particulier sous l'effet de l'augmentation des prix du pétrole et du refus du Gouvernement de rétablir la TIPP flottante.

M. De Villepin a pris la succession de M. Raffarin comme gérant des "Galeries La Faillite" : déficit à tous les étages et dettes à gogo !

L'échec de ces cent jours, c'est celui de la droite toute entière :

- Cet échec est en effet d'abord celui du Président de la République qui n'a pas voulu entendre la volonté des Français et qui a préféré poursuivre la même politique, avec les mêmes équipes, sous la même inspiration. Sa cote de confiance est au plus bas et le refus d'assumer ses responsabilités affaiblit aujourd'hui nos institutions et notre démocratie comme jamais.
- C'est aussi l'échec de l'UMP et de son Président, Nicolas Sarkozy, numéro 2 du gouvernement, qui est

solidaire de ses orientations comme de ses résultats. Le Gouvernement comme l'UMP se trompent en estimant que les protections sociales sont aujourd'hui l'ennemi du progrès économique et de la compétitivité. C'est pourtant autour de cela qu'ont été conçues toutes les mesures prises pendant cet été au nom de la flexibilité et d'une insuffisante précarité du travail.

- C'est aussi l'échec de l'UDF qui malgré ses déclarations tonitruantes a refusé de voter la motion de censure déposée par l'opposition qui aurait permis de mettre un terme aux dérives dénoncées d'une politique libérale qui met en danger notre système social et affaiblit l'esprit public.

La réalité, c'est que depuis le 29 mai, et la nomination de M. De Villepin, la droite mène la même politique que celle de M. Raffarin avec les mêmes ministres, et naturellement sous la même inspiration. Les résultats, trois ans et cent jours plus tard, sont les mêmes : une France affaiblie et des Français en difficulté croissante. Nos concitoyens ne s'y trompent qui manifestent à l'évidence leur hostilité à cette politique et expriment leur défiance sur l'avenir, de sondage en sondage.

Parce qu'ils sont la principale force d'alternative, les socialistes mettent en regard des mauvais coups portés à la France et aux Français par le gouvernement Villepin, leurs propres propositions.

Les socialistes entament ainsi une grande campagne d'opposition destinée à préparer l'alternance en 2007.

Les prochaines étapes programmées de cette campagne sont :

- Le 8 septembre, conférences de presse dans l'ensemble des fédérations.
- Durant tout le mois de septembre, distribution d'un tract national sur les 100 jours de Villepin.
- Les 21 et 22 septembre, journées parlementaires du PS à Nevers
- Le 18 novembre, congrès du Mans
- Tous les 100 jours, les socialistes établiront un nouveau bilan de l'action conduite par le gouvernement et feront leurs propositions alternatives.



Cent jours de Villepin : un mauvais coup par semaine